

*Recherche et développement*

des produits manufacturés à augmenté d'environ neuf milliards de dollars depuis 1970. Cela s'est traduit par la perte d'au moins 350,000 emplois depuis sept ans. C'est le résultat de notre déficit commercial, du programme DISC américain et du pacte de l'automobile qui avantage les États-Unis plus que nous. C'est aussi parce que nous nous cantonnons dans une économie qui date de l'époque de C. D. Howe: le Canada est avant tout un fournisseur de matières premières. Nous extrayons du minerai de notre sol, nous coupons nos arbres et nous récoltons notre blé. Puis, ces matières premières sont exportées vers d'autres pays. Tant que le Canada se cantonnera dans ce type d'économie, nous exporterons des emplois en même temps que nos matières premières.

Nous pouvons créer des emplois en raffinant, traitant et transformant nos matières premières en produits finis qui seront vendus aux consommateurs. Voilà le secteur qui emploie le plus de main-d'œuvre. Mais nous exportons nos ressources et nous importons des produits finis. Nous exportons surtout nos matières premières vers les États-Unis. Elles sont transformées en produits finis que nous importons des États-Unis. C'est ainsi que les Américains reçoivent nos emplois. On estime que pour chaque emploi créé dans le secteur des ressources au Canada, nous perdons deux à cinq emplois qui auraient pu être créés dans le secteur de la fabrication. Le secteur primaire est un gros consommateur de capitaux. Il suffit de penser à Syncrude et aux autres projets énergétiques. Ce sont des projets qui consomment de gros montants d'argent. Il vaut la peine de comparer le nombre d'emplois, qu'ils ont créés au nombre d'emplois créés dans le secteur de la fabrication pour le même investissement. Il est certain que nous y perdons.

Comme le Canada dépend de l'exportation de ses matières premières et de l'importation de produits manufacturés, la crise du chômage n'est pas près de se régler. Tant que nous n'aurons pas restructuré notre économie, le Canada devra faire face à un taux de chômage très élevé. Selon les prévisions, 475,000 jeunes vont quitter l'école chaque année d'ici 1985. Et pourtant, si nous examinons les statistiques, en 1976, nous n'avons créé que 209,000 emplois de plus qu'en 1975. Tant que nous aurons une économie primaire, nous ne pourrons pas créer d'emplois pour répondre à la demande des jeunes qui entreront de plus en plus nombreux sur le marché du travail. Il nous faut une stratégie industrielle grâce à laquelle nous ne dépendrons plus exclusivement de nos ressources et qui nous permettra de développer une industrie de fabrication saine et solide, créatrice d'emplois.

J'ai consulté de nombreuses études que nous n'avons pas ici le temps d'aborder. L'étude concernant la Belgique a démontré que le rendement sur les investissements consacrés à la recherche et au développement est de deux à quatre fois celui obtenu sur des investissements effectués aux fins d'immobilisation. Nous commençons seulement à nous rendre compte à quel point il importe de développer ce secteur. Nous devons faire un effort en vue de créer un secteur manufacturier viable au Canada. Puisque nous reconnaissons que la recherche et le développement sont essentiels pour assurer la création d'un secteur manufacturier sain, pourquoi persistons-nous alors à importer autant de produits de recherche et de développement? Pourquoi ces travaux ne sont-ils pas effectués au Canada? C'est en partie parce que le gouvernement fédéral n'a

pas adopté de politique ni pris d'initiatives en ce sens. Et c'est aussi parce que l'économie canadienne est actuellement aux mains de capitalistes étrangers.

Notre industrie est financée par des capitaux étrangers et les sociétés mères ont adopté vis-à-vis de leurs filiales canadiennes une politique qui vise résolument à les dissuader de poursuivre des travaux de recherche et de développement. Je pourrais le démontrer en citant plusieurs cas. Les capitalistes étrangers nous ont découragés systématiquement de poursuivre des travaux de recherche et de développement et de plus ils ont fragmenté notre industrie manufacturière en en déformant toute la structure. En 1970 par exemple, les étrangers détenaient 53 p. 100 de notre secteur de la fabrication. Je ne veux pas ennuyer la Chambre avec des chiffres mais nous savons que cette proposition atteint 96 p. 100 dans l'industrie pétrolière et 53 p. 100 dans l'industrie de fabrication. Si une partie aussi importante de notre économie est aux mains d'étrangers, comment pouvons-nous espérer pouvoir jamais adopter de politique ou de stratégie indépendante en matière de recherche et de développement dans le secteur de la fabrication?

La société Ford du Canada fait un chiffre d'affaires de plusieurs milliards de dollars mais elle n'emploie pas un seul docteur de nos universités. Cette société ne dispose d'aucune installation de recherche et de développement au Canada. Ses travaux sont effectués par la société mère aux États-Unis. C'est là que les diplômés d'universités sont embauchés et non pas au Canada. C'est également le cas dans toutes les industries. La société mère étrangère se réserve les travaux de recherche et de développement qu'elle fait effectuer chez elle. Dans la plupart des cas il s'agit des États-Unis. La société mère étrangère ne tient pas à livrer ses secrets et ses connaissances technologiques à sa filiale implantée au Canada.

C'est ainsi que les travaux de recherche et de développement actuellement en cours en vue de recevoir une automobile capable de résister aux hivers canadiens ne sont pas effectués chez nous mais aux États-Unis. Il n'y a donc pas de débouchés pour nos jeunes gens pas plus qu'il n'y a de possibilités pour les industries canadiennes de se développer d'une façon autonome avantageuse pour notre économie. En général tout est décidé par la société mère aux États-Unis ou ailleurs. Les succursales canadiennes sont dans l'ensemble devenues de simples usines d'assemblage de produits réalisés par des sociétés mères étrangères. Les ouvriers canadiens assemblent simplement les pièces, ce qui n'exige pas de grands spécialistes, tels que des scientifiques et des technologues, qui seraient indispensables pour la recherche et le développement.

En 1975, des pièces d'automobile d'une valeur de 4.5 milliards ont été importées au Canada. Ces pièces fabriquées aux États-Unis ont fourni des emplois aux Américains. Le fait que les sociétés soient aux mains de capitalistes étrangers pose aussi le problème suivant: quand il y a un ralentissement, la société mère compresse le personnel de ses filiales avant de mettre à pied ses propres ouvriers. Ainsi, quand le chiffre d'affaires baisse, les Canadiens sont licenciés avant les Américains et les Européens des sociétés mères.

Le Canada est désavantagé aussi parce que les bénéficiaires, dividendes, redevances, et honoraires de gestion sortent du Canada au lieu d'y demeurer et de fournir des capitaux pour financer notre expansion. Comme il y a une grande quantité de sociétés étrangères au Canada, les profits et les dividendes